**Projet de Renforcement des capacités en matière de   
Partage des données Environnementales et de Production des Rapports à l’aide d’un Système d’Informations Environnementales Partagé (SIEP) en Afrique**

  

**Premier Draft Rapport Pays**

* **Octobre 2017 -**

**RAPPORT PAYS**

1. **RÉSUMÉ** :

Ce premier draft du Rapport Pays est élaboré dans le cadre de la mise en œuvre de l’Accord de Financement à petite échelle (SSFA), signé conjointement entre la Direction d’Archives et Nouvelles Technologies de l’Information et Communication1 (DANTIC) et le Programme des Nations Unies sur l’Environnement (PNUE).

Hormis le résume exhaustif, ce premier draft de déclaration comprend deux parties essentielles dont une première se rapportant au rapport détaillé et la deuxième partie est constituée des annexes au rapport.

En effet, les obligations de déclarations de la RD Congo en matière de partage de données environnementales, se rapporte d’abord aux textes légaux et réglementaires (voir la Constitution du Pays et les autres textes légaux et réglementaires) devant régir la production et le partage des données et des statistiques environnementales par rapport aux (ou à) :

* **Insuffisances du cadre réglementaire et institutionnel ;**
* **L’absence du mécanisme de la coordination de partage de données environnementales ;**
* **L’insuffisance des capacités institutionnelles des pays ;**
* **L’insuffisance des capacités techniques des structures de partage de données ;**
* **La faiblesse de la capacité d’assurer la production et l’analyse des données de qualité ;**
* **Faiblesses des structures et des points focaux dans l’exécution et le suivi de la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l’environnement (AME) ;**

Et ensuite, les différents protocoles et conventions internationaux dans les secteurs de l’Environnement, Forêts, Eaux et Biodiversité signés ou ratifiés par le pays qui devront être appliqués rigoureusement se traduisant souvent par un flou caractéristique entourant leurs opérationnalisations respectives.

Cependant, ils existent des lacunes dans les données environnementales disponibles par rapport aux obligations de déclaration nationales et internationales comme indiqué au tableau 1 ci-dessous et nous avons tenté de mettre en exergue au point 2.2, d’une manière succincte les besoins prioritaires du pays qui tourne autour de quelques points clés, notamment des points de vue sur :

* Les textes légaux et réglementaires devant régir le partage de données environnementales (nécessitant plusieurs réformes ou actualisation des lois attendues, etc.) ;
* Les moyens financiers et techniques évoqués qui se rapportent au manque ou presque pas d’investissement national ou des partenaires techniques et financiers au pays ;
* Le renforcement des capacités thématiques de la ressource humaines et institutionnelle en vue de faciliter la mise en place du Projet de partage de données environnementales ;
* La mise en place des mécanismes de coordination et de concertation entre différents utilisateurs de données environnementales assortie d’un répertoire de ces utilisateurs de données avec leurs besoins actuels, etc.

(1) Ex- Centre National d’Information sur l’Environnement (CNIE) conformément au nouveau cadre organe de juillet 2016.

Etant donné le faible budget qui a été accordé dans le cadre de la mise en œuvre de l’Accord de Financement à petite échelle, signé conjointement entre la Direction d’Archives et Nouvelles Technologies de l’Information et Communication1 et le Programme des Nations Unies sur l’Environnement (PNUE), cette version provisoire du Rapport Pays est élaboré dans le cadre de l’Evaluation des Besoins du Pays en vue de la mise en œuvre du Projet SEIS. Nous tenons à indiquer à ce niveau que la DANTIC a travaillé avec un échantillon de cinquante-deux (52) membres du niveau central (c’est-à-dire regroupés à Kinshasa la Capitale du Pays, voir tableau Excel en annexe). A travers cette version provisoire nous tenons à remercier l’ensemble des points focaux sectoriels pour leurs efforts consentis dans l’élaboration de ce premier Draft. Ces remerciements vont tout droit à l’équipe dirigeante du PNUE, il s’agit notamment de Charles Sebukeera, Franck Turyatunga, Liana Archaia Atanasova pour leurs soutiens administratifs et financiers. Que la personne ressource du PNUE, le Consultant André BASSOLE, trouve ici l’expression de notre profonde gratitude pour ses différentes interventions techniques et socialement notre conseiller. Enfin, que l’équipe de mise en synthèse de différents documents, coordonné par l’Assistant Technique du Projet trouve ici l’expression de notre profonde considération par rapport à son sens de dévouement indéfectible.

**PREMIERE PARTIE**

Emplacement : République Démocratique du Congo (RDC)

• Organisation : Direction Archives et Nouvelles Technologies de l’Information

et Communication

• Période de couverture  : de Janvier à Décembre 2017

• Date de transmission : Le 23 octobre 2017

• Préparé par : Point Focal National du Projet SIEP/RDC

• Autorisé par : Le Ministre de l’Environnement et Développement Durable

**2. BESOINS PRIORITAIRES POUR L'INFORMATION ET LES   
 STATISTIQUES ENVIRONNEMENTALES**

**2.1) Obligations de déclaration de pays**

Dans cette section, le contenu des obligations de déclaration devrait être décrit et analysé. Par exemple, chaque pays doit indiquer quelles données ou rapports devraient être livrés, le contenu de ce qui doit être livré, la manière dont il est livré, etc. Les données requises, le format de rapport et la fréquence, y compris les informations sur le moment où le dernier rapport national sur l’Etat de l’Environnement (RNEE) a été préparé et les plans pour le prochain devrait être inclus.

Pour comprendre pleinement les obligations de déclaration environnementale pour chaque pays, veuillez fournir les informations suivantes (pour faciliter la consultation, veuillez énumérer la politique, l'accord ou la loi et les obligations de déclaration pertinentes) :

Ces obligations de déclaration de la RD Congo, se rapportent d’abord aux textes légaux et réglementaires régissant l’information et la production des statistiques environnementales mais aussi sur les différents accords multilatéraux sur l’environnement.

En effet, en ce qui concerne les textes légaux et réglementaires, il s’agit notamment de rappeler :

* La Constitution de la République Démocratique du Congo telle que modifiée par la Loi n° 11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006 : dans son *Article 24* qui stipule : Toute personne a droit à l’information. La liberté de la presse, la liberté d’information et d’émission par la radio et la télévision, la presse écrite ou tout autre moyen de communication sont garanties sous réserve du respect de l’ordre public, des bonnes mœurs et des droits d’autrui. La loi fixe les modalités d’exercice de ces libertés. Les médias audiovisuels et écrits d’Etat sont des services publics dont l’accès est garanti de manière équitable à tous les courants politiques et sociaux. Le statut des médias d’Etat est établi par la loi qui garantit l’objectivité, l’impartialité et le pluralisme d’opinions dans le traitement et la diffusion de l’information ;
* Et aussi dans ses articles 2, 98 et 92, 128 déterminent la répartition des compétences en matière statistique entre le pouvoir central et les pouvoirs provinciaux ;
* Le décret n°10/05 du 11 février 2010 fixant création et organisation du Système National des Statistiques ;
* L’arrêté Ministériel n°003/CAB.MIN.PL/2011 du 07 février 2011 portant mise en place des structures AD HOC chargées de l’élaboration du document de la stratégie nationale de développement de la statistique de la RDC.
* L’Arrêté Ministériel N°029/CAB/MIN/EPF/98 du 28 juin 1998 et révisé conformément à l’Arrêté N°CAB.MIN/MBB/SGA/GPFP/JSK/035/2009 du 20 Mars 2009 portant agrément provisoire du Cadre et des Structures Organiques du Secrétariat Général à l’Environnement et Conservation de la Nature, le CNIE est l’expression d’une volonté politique visant à mettre en œuvre les recommandations formulées au premier Sommet sur la terre tenu à Stockholm (Suède) en 1972, relative à la gestion durable des ressources naturelles et de l’environnement ainsi qu’à la préservation de la biodiversité.
* La Loi n°14/003 du 11 février 2014 relative à la Conservation de la Nature dans son exposé des motifs au point 2 des innovations, qui stipule : l’obligation faite aux Pouvoirs Publics de définir les mécanismes de sensibilisation, d’information et de participation du public au processus d’élaboration et de mise en œuvre de la politique nationale de conservation de la biodiversité ;
* Au nouveau cadre organique créant la Direction Archives et Nouvelles Technologies de l’Information et de la Communication (DANTIC) en rapport avec l’Arrêté N°CAB.MIN/FP/PIM/SGA/DC/GMK/063/2016 DU 05 OCTOBRE 2016 portant affectation et mise en place des Agents des carrière des services publics de l’Etat dans les structures standards des secrétariats généraux de l’agriculture ; pêche et élevage ; du budget ; du développement rural ; de l’environnement, conservation de la nature te développement durable ; de l’enseignement primaire, secondaire et initiation à la nouvelle citoyenneté ; des infrastructures et travaux publics ; des finances ; de la fonction publique ; du plan et de suivi de la révolution de la modernité et portefeuille.

1. Les obligations de déclaration des données environnementales du pays au niveau national (par exemple, pour le rapport national sur l'état de l'environnement - RNSEE)

Il faut le rappeler que la DANTIC se mets dans la suite du **Centre National d’Information sur l’Environnement (CNIE)** qui étaitcréé par Arrêté Ministériel N°029/CAB/MIN/EPF/98 du 28 julin 1998 et révisé conformément à l’Arrêté N°CAB.MIN/MBB/SGA/GPFP/JSK/035/2009 du 20 Mars 2009 portant agrément provisoire du Cadre et des Structures Organiques du Secrétariat Général à l’Environnement et Conservation de la Nature.

Parmi ses missions, on note la mission de :

* Récolter, analyser et diffuser toute information sur l’état de l’environnement de l’ensemble du territoire national ;
* Montrer que nous sommes l’expression d’une volonté politique visant à mettre en œuvre les recommandations formulées au premier Sommet sur la terre tenu à Stockholm (Suède) en 1972, relative à la gestion durable des ressources naturelles et de l’environnement ainsi qu’à la préservation de la biodiversité.

1. Les obligations en matière de déclaration des données environnementales liées à la législation internationale pour laquelle le pays est partie, en particulier en ce qui concerne les domaines prioritaires et les accords ou conventions internationaux, tels que les accords environnementaux multilatéraux (AME).

Hormis le fait qu’il est démontré que nous sommes l’expression d’une volonté politique visant à mettre en œuvre les recommandations formulées au premier Sommet sur la terre tenu à Stockholm (Suède) en 1972, relative à la gestion durable des ressources naturelles et de l’environnement ainsi qu’à la préservation de la biodiversité.

La RDC a signé et/ou ratifié plusieurs protocoles et conventions internationaux dans les secteurs de l’Environnement, Forêts, Eaux et Biodiversité. L’Article 215 de la Constitution congolaise stipule que tout traité ou accord international ratifié par la RDC doit être appliqué. Le tableau ci-dessous en donne la liste n’est pas exhaustive à ce jour.

**Tableau n°1** : Protocoles et conventions internationaux dans les secteurs de l’Environnement, Forêts, Eaux et Biodiversité

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Dénomination** | **Pays ou ville et date d’adoption** | **Date de la signature et/ou de la ratification** | **Structure point focal au sein du Ministère** | **Contacts de la personne physique Point Focal (Nom, postnom, prénom, tél & E-mail)** |
| 1 | Traité interdisant les essais nucléaires dans l’atmosphère dans l’espace extra-atmosphérique et sous l’eau | Moscou (Russie)  5 août 1963 | 3 février 1965 | DEHPE |  |
| 2 | Convention sur l’interdiction de la mise au point, la fabrication et le stockage des armes bactériologiques et à toxines et sur leur destruction | Washington (États-Unis)  10 avril 1972 | 10 septembre 1972 | DEHPE |  |
| 3 | Convention sur la prévention de la pollution de la mer résultant de l’immersion des déchets | Londres (Royaume-Uni)  9 décembre 1972 | 16 septembre 1975 | DEHPE |  |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Dénomination** | **Pays ou ville et date d’adoption** | **Date de la signature et/ou de la ratification** | **Structure point focal au sein du Ministère** | **Contacts de la personne physique Point Focal (Nom, postnom, prénom, tél & E-mail)** |
| 4 | Convention sur l’interdiction d’utiliser des techniques de modification de l’environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles | Genève (Suisse)  28 février 1978 | 28 février 1978 | DEHPE |  |
| 5 | Convention sur l’assistance en cas d’accident nucléaire ou de situation d’urgence radiologique | Vienne (Autriche)  26 septembre 1986 | 30 septembre 1986 | DEHPE |  |
| 6 | Convention de Vienne pour la protection de la Couche d’Ozone | Vienne (Autriche)  22 mars 1985 | 15 septembre 1990 | DEHPE |  |
| 7 | Protocole de Montréal sur les substances appauvrissant la Couche d’Ozone | Montréal (Canada)  23 mars 1985 | 15 septembre 1994 | DEHPE |  |
| 8 | Amendement du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la Couche d’Ozone. | Washington (États-Unis)  29 juin 1990 | 25 mars 2005 | DEHPE |  |
| 9 | Convention internationale pour la protection des végétaux | Rome (Italie)  6 décembre 1951 | 16 septembre 1972 | ~~DEHPE~~  DPPV |  |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Dénomination** | **Pays ou ville et date d’adoption** | **Date de la signature et/ou de la ratification** | **Structure point focal au sein du Ministère** | **Contacts de la personne physique Point Focal (Nom, postnom, prénom, tél & E-mail)** |
| 10 | Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l’objet d’un commerce international | Rotterdam  (Pays-Bas)  11 septembre 1998 | 25 mars 2005 | **DEHPE /DPPV** | TEBILA Christian (PF Pesticides) Ministère de l’Agriculture |
| 11 | Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières des déchets dangereux et de leur élimination | Bâle Suisse)  22 mars 1989 | 15 septembre 1994 | DEHPE |  |
| 12 | Convention sur l’interdiction d’importer en Afrique des déchets dangereux et sur le contrôle des mouvements transfrontières et la gestion des déchets dangereux produits en Afrique | Bamako (Mali) | 15 septembre 1994 | DEHPE |  |
| 13 | Convention de Stockholm sur les Produits Organiques Persistants (POP)/ Produits Chimiques | Stockholm (Suède),  23 mars 2005 | 25 mars 2005 | DEHPE/ ACE | Mr Jean Claude EMENE ELENGA  Tél : +243  E-mail :  Agence Congolaise de l’Environnement |
| 14 | Approche Stratégique sur la Gestion Intégrée des Produits Chimiques (SAICM) dont Polychlorobiphényles (PCB), Mercure et Plomb. | Dubaï (Dubaï)  février 2006 | 30 mars 2009 | DEHPE / ACE | Mr Jean Claude EMENE ELENGA  Tél : +243  E-mail :  Agence Congolaise de l’Environnement |
| **N°** | **Dénomination** | **Pays ou ville et date d’adoption** | **Date de la signature et/ou de la ratification** | **Structure point focal au sein du Ministère** | **Contacts de la personne physique Point Focal (Nom, postnom, prénom, tél & E-mail)** |
| 15 | Convention sur la Lutte contre la Pollution et la Protection de la Biodiversité du Lac Tanganyika | \* | \* | DRE |  |
| 16 | Convention phytosanitaire pour l’Afrique | Kinshasa (RDC),  13 septembre 1967 | 13 septembre 1975 | DGF |  |
| 17 | Mécanismes pour les Programmes Forestiers | \* | \* | DGF |  |
| 18 | Convention pour la Protection du Patrimoine Mondial, Culturel et Naturel | Paris (France)  23 novembre 1972 | 17 décembre 1975 | DPSG |  |
| 19 | Convention sur le Commerce International des Espèces de faune et flore sauvages menacées d’extinction (CITES) | Washington (États-Unis)  3 mars 1973 | 18 octobre 1976 | DCN | YUMA OKITAWAO Gabriel  Directeur Chef de Service  Tél : +243 999536243/843155318  E-mail : |
| 20 | Convention Africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles | Alger(Algérie)  15 septembre 1968 | 13 novembre 1976 | DCN | YUMA OKITAWAO Gabriel  Directeur Chef de Service  Tél : +243 999536243/843155318  E-mail : |
| 21 | Convention des Nations Unies sur le droit de la mer | Montego Bay (Jamaïque)  10 décembre 1982 | 17 février 1989 | DRE |  |
| 22 | Comité International du Bassin du Congo-Oubangui et Sangha (CICOS) | \* | \* | DRE | **Mr IYAKA ANKAO Camille**  **Tél : +243 817667224 / 858822407**  **E-mail :** [**iyakacamille@yahoo.fr**](mailto:iyakacamille@yahoo.fr)  [**Iyaka.ankao@gmail.com**](mailto:Iyaka.ankao@gmail.com) |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Dénomination** | **Pays ou ville et date d’adoption** | **Date de la signature et/ou de la ratification** | **Structure point focal au sein du Ministère** | **Contacts de la personne physique Point Focal (Nom, postnom, prénom, tél & E-mail)** |
| 23 | Convention relative aux zones humides d’importance internationale particulièrement comme habitats de la sauvagine ou « Ramsar » | Ramsar (Iran)  2 février 1971 | 15 septembre 1994 | DRE |  |
| 24 | Convention d’Abidjan | Adopté en 1981, Abidjan | 1997 | DRE | Mr Lungu Malutshi Louis  Directeur des Ressources en Eau  Tél : +243 998472531  E-mail : lungumalutshi@gmail.com |
| 25 | Programme Hydrologique International (PHI) |  |  |  | Mr IYAKA ANKAO Camille  Tél : +243 817667224 / 858822407  E-mail : [iyakacamille@yahoo.fr](mailto:iyakacamille@yahoo.fr)  [Iyaka.ankao@gmail.com](mailto:Iyaka.ankao@gmail.com) |
| 26 | Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CNUCC) | Rio de Janeiro (Brésil)  4 juin 1992 | 8 décembre 1994 | DDD | Mr Aimé MBUYI KALOMBO Tél :+243 819824410  E-mil : mbuyikalombo@oulook  mbuyi\_kalombo@yahoo.fr |
| 27 | Protocole de Kyoto sur les changements climatiques | Kyoto (Japon)  16 février 2005 | \* | DDD | Idem |
| 28 | Convention sur la Lutte contre la Désertification et Sécheresse (LCDS) | 12 septembre 1997 | \* | DDD | Mr Jean MUNENG  Tél : +243 827868318/998235664/844684402  E-mail : |
| 29 | Fonds pour l’Environnement Mondial (FEM) | \* | \* | DDD |  |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Dénomination** | **Pays ou ville et date d’adoption** | **Date de la signature et/ou de la ratification** | **Structure point focal au sein du Ministère** | **Contacts de la personne physique Point Focal (Nom, postnom, prénom, tél & E-mail)** |
| 30 | Convention sur la Diversité Biologique (CDB) | Rio de Janeiro (Brésil)  4 juin 1992 | 8 décembre 1994 | DDD | IPANGA Mike |
| 31 | Protocole sur la Prévention des risques biotechnologiques | Carthagène (Tunisie) | \* | DDD |  |
| 32 | Protocole de Nagoya |  |  | DDD | Mme NKEY NGONGO Chantal  Tél : +243 990297065  E-mail : chantalnkey@yahoo.fr |
| 33 | Traité instituant la Commission des Forêts d’Afrique Centrale (COMIFAC) | Brazzaville (République du Congo),  5 février 2005 | 2009 | Coordination Nationale de la COMIFAC | Luc ATUNDU |
| 34 | Accord International sur les Bois Tropicaux (AIBT)/Organisation Internationale des Bois Tropicaux (OIBT) | Genève (Suisse)  18 novembre 1992 | 20 novembre 1992 | DIAF |  |
| 35 | Conférence sur les Écosystèmes de Forêts Denses et Humides d’Afrique Centrale (CEFHDAC) | Brazzaville (République du Congo)  1996 | 2005 | DIAF |  |
| 36 | Réseau d’Echange d’Informations Chimiques (REIC) | \* | \* | DANTIC |  |
| 37 | Programme Régional de Gestion de l’Information Environnementale (PRGIE) | \* | \* | CNIE |  |
| **N°** | **Dénomination** | **Pays ou ville et date d’adoption** | **Date de la signature et/ou de la ratification** | **Structure point focal au sein du Ministère** | **Contacts de la personne physique Point Focal (Nom, postnom, prénom, tél & E-mail)** |
| 38 | Agence Internationale pour le Développement de l’Information Environnementale (ADIE) | \* | \* | CNIE |  |
| 39 | Programme Régional d’Education Environnementale de la SADC | \* | \* | CNIE |  |
| 40 | Convention de Maputo | Alger |  | Cellule Juridique | Mr Henry MYEMBE NGASILI  Tél : +243  E-mail : |
| 41 | Convention Africaine pour la conservation de la Nature et des Ressources Naturelles | Alger (Algérie)  15 septembre 1968 | 9 octobre 1969 | ICCN |  |
| 42 | Réseau d’Aires Protégées d’Afrique Centrale (RAPAC) | \* | \* | ICCN |  |
| 43 | Convention sur la Conservation des Espèces Migratrices appartenant à la Faune Sauvage | Bonn (Allemagne),  23 juin 1979 | 01 septembre 1990 | ICCN |  |

**Tableau n°2** : Mise en œuvre des Protocoles et conventions internationaux dans les secteurs de l’Environnement, Forêts, Eaux et Biodiversité

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Dénomination** | **Pays ou ville et date d’adoption** | **Date de la signature et/ou de la ratification** | **Structure point focal au sein du Ministère** | **Dernier Rapport produit** | **Date de transmission du Rapport** | **Destinataire**  **Et Contenu du Rapport** | **Format de transmission** | **Observation** |
| 1 | Traité interdisant les essais nucléaires dans l’atmosphère dans l’espace extra-atmosphérique et sous l’eau | Moscou (Russie)  5 août 1963 | 3 février 1965 | DEHPE |  |  |  |  |  |
| 2 | Convention sur l’interdiction de la mise au point, la fabrication et le stockage des armes bactériologiques et à toxines et sur leur destruction | Washington (États-Unis)  10 avril 1972 | 10 septembre 1972 | DEHPE |  |  |  |  |  |
| 3 | Convention sur la prévention de la pollution de la mer résultant de l’immersion des déchets | Londres (Royaume-Uni)  9 décembre 1972 | 16 septembre 1975 | DEHPE |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Dénomination** | **Pays ou ville et date d’adoption** | **Date de la signature et/ou de la ratification** | **Structure point focal au sein du Ministère** | **Dernier Rapport produit** | **Date de transmission du Rapport** | **Destinataire**  **Et Contenu du Rapport** | **Format de transmission** | **Observation** |
| 4 | Convention sur l’interdiction d’utiliser des techniques de modification de l’environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles | Genève (Suisse)  28 février 1978 | 28 février 1978 | DEHPE |  |  |  |  |  |
| 5 | Convention sur l’assistance en cas d’accident nucléaire ou de situation d’urgence radiologique | Vienne (Autriche)  26 septembre 1986 | 30 septembre 1986 | DEHPE |  |  |  |  |  |
| 6 | Convention de Vienne pour la protection de la Couche d’Ozone | Vienne (Autriche)  22 mars 1985 | 15 septembre 1990 | DEHPE |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Dénomination** | **Pays ou ville et date d’adoption** | **Date de la signature et/ou de la ratification** | **Structure point focal au sein du Ministère** | **Dernier Rapport produit** | **Date de transmission du Rapport** | **Destinataire**  **Et Contenu du Rapport** | **Format de transmission** | **Observation** |
| 7 | Protocole de Montréal sur les substances appauvrissant la Couche d’Ozone | Montréal (Canada)  23 mars 1985 | 15 septembre 1994 | DEHPE |  |  |  |  |  |
| 8 | Amendement du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la Couche d’Ozone. | Washington (États-Unis)  29 juin 1990 | 25 mars 2005 | DEHPE |  |  |  |  |  |
| 9 | Convention internationale pour la protection des végétaux | Rome (Italie)  6 décembre 1951 | 16 septembre 1972 | ~~DEHPE~~  DPPV |  |  |  |  |  |
| 10 | Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l’objet d’un commerce international | Rotterdam  (Pays-Bas)  11 septembre 1998 | 25 mars 2005 | DEHPE |  |  |  |  |  |
| **N°** | **Dénomination** | **Pays ou ville et date d’adoption** | **Date de la signature et/ou de la ratification** | **Structure point focal au sein du Ministère** | **Dernier Rapport produit** | **Date de transmission du Rapport** | **Destinataire**  **Et Contenu du Rapport** | **Format de transmission** | **Observation** |
| 11 | Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières des déchets dangereux et de leur élimination | Bâle Suisse)  22 mars 1989 | 15 septembre 1994 | DEHPE |  |  |  |  |  |
| 12 | Convention sur l’interdiction d’importer en Afrique des déchets dangereux et sur le contrôle des mouvements transfrontières et la gestion des déchets dangereux produits en Afrique | Bamako (Mali) | 15 septembre 1994 | DEHPE |  |  |  |  |  |
| 13 | Convention de Stockholm sur les Produits Organiques Persistants (POP)/ Produits Chimiques | Stockholm (Suède),  23 mars 2005 | 25 mars 2005 | DEHPE |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Dénomination** | **Pays ou ville et date d’adoption** | **Date de la signature et/ou de la ratification** | **Structure point focal au sein du Ministère** | **Dernier Rapport produit** | **Date de transmission du Rapport** | **Destinataire**  **Et Contenu du Rapport** | **Format de transmission** | **Observation** |
| 14 | Approche Stratégique sur la Gestion Intégrée des Produits Chimiques (SAICM) dont Polychlorobiphényles (PCB), Mercure et Plomb. | Dubaï (Dubaï)  février 2006 | 30 mars 2009 | DEHPE |  |  |  |  |  |
| 15 | Convention sur la Lutte contre la Pollution et la Protection de la Biodiversité du Lac Tanganyika | \* | \* | DRE |  |  |  |  |  |
| 16 | Convention phytosanitaire pour l’Afrique | Kinshasa (RDC),  13 septembre 1967 | 13 septembre 1975 | DGF |  |  |  |  |  |
| 17 | Mécanismes pour les Programmes Forestiers | \* | \* | DGF |  |  |  |  |  |
| 18 | Convention pour la Protection du Patrimoine Mondial, Culturel et Naturel | Paris (France)  23 novembre 1972 | 17 décembre 1975 | DPSG |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Dénomination** | **Pays ou ville et date d’adoption** | **Date de la signature et/ou de la ratification** | **Structure point focal au sein du Ministère** | **Dernier Rapport produit** | **Date de transmission du Rapport** | **Destinataire**  **Et Contenu du Rapport** | **Format de transmission** | **Observation** |
| 19 | Convention sur le Commerce International des Espèces de faune et flore sauvages menacées d’extinction (CITES) | Washington (États-Unis)  3 mars 1973 | 18 octobre 1976 | DCN |  |  |  |  |  |
| 20 | Convention Africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles | Alger(Algérie)  15 septembre 1968 | 13 novembre 1976 | DCN |  |  |  |  |  |
| 21 | Convention des Nations Unies sur le droit de la mer | Montego Bay (Jamaïque)  10 décembre 1982 | 17 février 1989 | DRE |  |  |  |  |  |
| 22 | Comité International du Bassin du Congo-Oubangui et Sangha (CICOS) | \* | \* | DRE |  |  |  |  |  |
| 23 | Convention relative aux zones humides d’importance internationale particulièrement comme habitats de la sauvagine ou « Ramsar » | Ramsar (Iran)  2 février 1971 | 15 septembre 1994 | DRE |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Dénomination** | **Pays ou ville et date d’adoption** | **Date de la signature et/ou de la ratification** | **Structure point focal au sein du Ministère** | **Dernier Rapport produit** | **Date de transmission du Rapport** | **Destinataire**  **Et Contenu du Rapport** | **Format de transmission** | **Observation** |
| 24 | Convention d’Abidjan | Adopté en 1981, Abidjan | 1997 | DRE |  |  |  |  |  |
| 25 | Programme Hydrologique International (PHI) |  |  | DRE |  |  |  |  |  |
| 26 | Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CNUCC) | Rio de Janeiro (Brésil)  4 juin 1992 | 8 décembre 1994 | DDD | 1. 3 ème Commu   nication Natio onale sur les CC   1. Contributions Prévues déter   rminées à   l’échelle nationale(CPDN) | 2014  2015 | Secrétariat de la CCNUCCC.   * Estimation des émissions des GES * Evaluation de la vulnérabilité aux impacts des changements climatiques * Effort au niveau national pour lutter contre les changements climatiques | Soft |  |
| 27 | Protocole de Kyoto sur les changements climatiques | Kyoto (Japon)  16 février 2005 | \* | DDD |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Dénomination** | **Pays ou ville et date d’adoption** | **Date de la signature et/ou de la ratification** | **Structure point focal au sein du Ministère** | **Dernier Rapport produit** | **Date de transmission du Rapport** | **Destinataire**  **Et Contenu du Rapport** | **Format de transmission** | **Observation** |
| 28 | Convention sur la Lutte contre la Désertification et Sécheresse (LCDS) | 12 septembre 1997 | \* | DDD |  |  |  |  |  |
| 29 | Fonds pour l’Environnement Mondial (FEM) | \* | \* | DDD |  |  |  |  |  |
| 30 | Convention sur la Diversité Biologique (CDB) | Rio de Janeiro (Brésil)  4 juin 1992 | 8 décembre 1994 | DDD |  |  |  |  |  |
| 31 | Protocole sur la Prévention des risques biotechnologiques | Carthagène (Tunisie) | \* | DDD |  |  |  |  |  |
| 32 | Protocole de Nagoya sur l’Accès et le Partage juste et équitable des Avantages issus de l’utilisation des ressources génétiques (APA) | Adopté en 2010 à Nagoya (Japon) | Signature en septembre 2011 ;  Ratification 05/02/2015 | DDD | Rapport national intérimaire sur la mise en œuvre du Protocole de Nagoya | 21/11/2017 | Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, Montréal, Canada.  Publié au Centre d’échange sur l’APA (CH-APA/Canada) | Soft |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Dénomination** | **Pays ou ville et date d’adoption** | **Date de la signature et/ou de la ratification** | **Structure point focal au sein du Ministère** | **Dernier Rapport produit** | **Date de transmission du Rapport** | **Destinataire**  **Et Contenu du Rapport** | **Format de transmission** | **Observation** |
| 33 | Traité instituant la Commission des Forêts d’Afrique Centrale (COMIFAC) | Brazzaville (République du Congo),  5 février 2005 | 2009 | Coordination Nationale de la COMIFAC |  |  |  |  |  |
| 34 | Accord International sur les Bois Tropicaux (AIBT) /  Organisation Internationale des Bois Tropicaux (OIBT) | Accord signé sous l’égide de l’ONU à Genève (Suisse),  18 novembre 1992 | 20 novembre 1992 | DIAF | Rapport sur le programme intégré des produits de base. Accords visant à fournir le cadre de Termes marquants | Juin 1993 et Avril 1994 | En Suisse, le Programme d’action, concernant l’instauration d’un nouvel ordre économique international, le programme intégré pour les produits de base selon lequel les bois tropicaux doivent être préserver et réaliser d’ici 2000 de façon durable. En Suisse, le Traités portant sur le fonctionnement de l’OIBT qui est entré en vigueur le 07 Décembre 2018 | Format électronique et en papier |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Dénomination** | **Pays ou ville et date d’adoption** | **Date de la signature et/ou de la ratification** | **Structure point focal au sein du Ministère** | **Dernier Rapport produit** | **Date de transmission du Rapport** | **Destinataire**  **Et Contenu du Rapport** | **Format de transmission** | **Observation** |
| 35 | Conférence sur les Écosystèmes de Forêts Denses et Humides d’Afrique Centrale (CEFHDAC) | Brazzaville (République du Congo)  1996 | 2005 | DIAF | Rapport sur l’harmonisation des politiques sous régionales en matière d’une bonne gestion des écosystèmes | 2005 | Congo Brazzaville | En papier | Cette conférence avait pour objectif de sensibiliser, encourager à conserver les écosystèmes forestiers de la sous région et les mobiliser de façon durabble et équitable ; commercialiser vers la COMIFAC ainsi que se charger à la bonne gouvernance du Plan d’action de FLEGT. |
| 36 | Réseau d’Echange d’Informations Chimiques (REIC) | \* | \* | CNIE |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Dénomination** | **Pays ou ville et date d’adoption** | **Date de la signature et/ou de la ratification** | **Structure point focal au sein du Ministère** | **Dernier Rapport produit** | **Date de transmission du Rapport** | **Destinataire**  **Et Contenu du Rapport** | **Format de transmission** | **Observation** |
| 37 | Programme Régional de Gestion de l’Information Environnementale (PRGIE) | \* | \* | CNIE |  |  |  |  |  |
| 38 | Agence Internationale pour le Développement de l’Information Environnementale (ADIE) | \* | \* | CNIE |  |  |  |  |  |
| 39 | Programme Régional d’Education Environnementale de la SADC | \* | \* | CNIE |  |  |  |  |  |
| 40 | Convention de Maputo | Alger |  | Cellule Juridique |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Dénomination** | **Pays ou ville et date d’adoption** | **Date de la signature et/ou de la ratification** | **Structure point focal au sein du Ministère** | **Dernier Rapport produit** | **Date de transmission du Rapport** | **Destinataire**  **Et Contenu du Rapport** | **Format de transmission** | **Observation** |
| 41 | Convention Africaine pour la conservation de la Nature et des Ressources Naturelles | Alger (Algérie)  15 septembre 1968 | 9 octobre 1969 | ICCN |  |  |  |  |  |
| 42 | Réseau d’Aires Protégées d’Afrique Centrale (RAPAC) | \* | \* | ICCN |  |  |  |  |  |
| 43 | Convention sur la Conservation des Espèces Migratrices appartenant à la Faune Sauvage | Bonn (Allemagne),  23 juin 1979 | 01 septembre 1990 | ICCN |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Dénomination** | **Pays ou ville et date d’adoption** | **Date de la signature et/ou de la ratification** | **Structure point focal au sein du Ministère** | **Dernier Rapport produit** | **Date de transmission du Rapport** | **Destinataire**  **Et Contenu du Rapport** | **Format de transmission** | **Observation** |
| 36 | Traité instituant la Commission des Forêts d’Afrique Centrale (COMIFAC) | Brazzaville (République du Congo),  5 février 2005 | 2009 | Coordination Nationale de la COMIFAC |  |  |  |  |  |
| 37 | Réseau d’Echange d’Informations Chimiques (REIC) | \* | \* | CNIE |  |  |  |  |  |
| 38 | Programme Régional de Gestion de l’Information Environnementale (PRGIE) | \* | \* | CNIE |  |  |  |  |  |
| 39 | Agence Internationale pour le Développement de l’Information Environnementale (ADIE) | \* | \* | CNIE |  |  |  |  |  |
| 40 | Programme Régional d’Education Environnementale de la SADC | \* | \* | CNIE |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Dénomination** | **Pays ou ville et date d’adoption** | **Date de la signature et/ou de la ratification** | **Structure point focal au sein du Ministère** | **Dernier Rapport produit** | **Date de transmission du Rapport** | **Destinataire**  **Et Contenu du Rapport** | **Format de transmission** | **Observation** |
| 41 | Convention Africaine pour la conservation de la Nature et des Ressources Naturelles | Alger (Algérie)  15 septembre 1968 | 9 octobre 1969 | ICCN |  |  |  |  |  |
| 42 | Réseau d’Aires Protégées d’Afrique Centrale (RAPAC) | \* | \* | ICCN |  |  |  |  |  |
| 43 | Convention sur la Conservation des Espèces Migratrices appartenant à la Faune Sauvage | Bonn (Allemagne),  23 juin 1979 | 01 septembre 1990 | ICCN |  |  |  |  |  |

\* Information non disponible

1. Indiquer les lacunes dans les données environnementales disponibles par rapport aux obligations de déclaration nationales et internationales ?

Les lacunes dans les données environnementales sont dues :

* **Insuffisances du cadre réglementaire et institutionnel**
* A la non application effective des dispositions des textes légaux et réglementaires existants en matière de collecte, analyse et traitement de données environnementales ;
* L’absence d’un texte portant organisation et fonctionnement d’un cadre légal national de coordination et de collecte de données environnementales ;
* A l’aspect de manque de considération par rapport ~~à~~ aux structures génératrices des recettes du Ministère ;
* **Absence de coordination au sein du Ministère de l’Environnement et Développement Durable**
* Absence de mécanismes de concertations interministérielles en vue de favoriser le partage de données et des expériences techniques ;
* L’inexistence d’un cadre légal de concertation des utilisateurs des données environnementales ;
* L’inexistence d’un protocole d’accord entre la DANTIC et les différents producteurs de données environnementales.
* **Insuffisance des capacités institutionnelles**
* L’insuffisance des ressources budgétaires des structures de communication et d’information environnementales tant pour les rémunérations que pour le fonctionnement, les infrastructures et les équipements ;
* Non-exécution du budget alloué à la DANTIC d’où ;
* La dépendance totale aux partenaires techniques et financiers au pays et à l’extérieur du pays.
* **Insuffisance des capacités techniques**
* Le manque des compétences et de formation des agents de la Direction et membres du réseau par rapport à ce projet reste un défis à relever ;
* **Faiblesse de la capacité d’assurer la production et l’analyse des données de qualité**
* L’incohérence des données provenant des sources différentes, de trouver le support d’information final et de faire la description de leur niveau d’alimentation ;
* La faible disponibilité des données environnementales ;
* Niveau insuffisant de la qualité de la plupart de données environnementales disponibles ;

**2.2) Autres besoins prioritaires en matière de données**

Cette section vise à établir les besoins prioritaires en matière de données du pays, qui sont les utilisateurs clés, qu'ils soient satisfaits ou non, existe-t-il des lacunes ?

1. Qui sont les principaux utilisateurs de l'information et des statistiques environnementales ?

**Les besoins prioritaires en matière de données environnementales du pays :**

* Renforcer et équiper le Site Web du Ministère de l’Environnement et Développement Durable (MEDD) car il va constituer le principal portail officiel de partage des données environnementales dans le cadre du Projet SIEP ;
* Renforcer les capacités de l’équipe gestionnaire du Site Web et la doter des matériels et équipements adéquats pour les permettre d’assurer les mises à jour sur le Site Web ;
* Renforcer les capacités des membres du Projet SIEP/RDC constitués par les différents points focaux ministériels ou de la société civile ;
* La réforme des politiques pour la vulgarisation de la loi sur la gestion durable et le suivi national des ressources marines et côtières ;
* Réforme portant sur l’élaboration d’un décret portant sur la valorisation des ressources en eaux ;
* Amener tous les services impliqués dans la gestion des aires protégées sur l’ensemble du territoire national, à publier ou envoyer les informations concernant la gestion de leurs sites au Site Web du Ministère de l’Environnement et Développement Durable (MEDD) ;
* Entreprendre une réforme politique en rapport avec les services œuvrant dans le cadre du partage des données halieutiques en mettant en place une base de données y afférentes ;
* Assurer la régularité dans les dépôts des données environnementales provenant des activités des ONG tant national qu’international et vérifier leur opérationnalisation sur le terrain ;
* Actualiser les données environnementales sur le Site Web du MEDD ;
* Elaborer le Guide du Contentieux environnementale et envisager sa formalisation ;
* Former les membres points focaux du Projet SIEP dans l’exploitation et la compilation des données environnementales ;
* Equiper adéquatement les membres points focaux du Projet SIEP pour leur permettre de répondre efficacement aux exigences du Projet ;
* Suivre et évaluer mensuellement le niveau de mise en œuvre des conventions signées et ratifiées par le pays en matière de gestion des ressources naturelles ;
* Faire un tableau indiquant annuellement le niveau de mise en œuvre des aspects tablant sur le respect des objectifs de développement durables ;
* Assurer la prise en charge des membres constituant les points focaux du réseau des communicateurs du Projet SIEP en RDC.

**Les principaux utilisateurs de l'information et des statistiques environnementales sont :**

* Le Gouvernement, les secteurs publics et privés, la société civile nationale et internationale ; les institutions de recherches nationales et internationales, l’éducation nationale et internationale, les partenaires techniques et financiers et enfin les particuliers.

1. Quels sont les besoins clés en matière de données environnementales pour l'élaboration / la mise en œuvre des politiques, la recherche, l'action environnementale publique, etc. ?

**Les besoins clés en matière de données environnementales pour l'élaboration / la mise en œuvre des politiques, la recherche, l'action environnementale publique**

Ces besoins ont été explicitement au point 2.2.d ci-dessus et ces besoins se portent exclusivement aux domaines ci-dessous cités et comme l’indique le tableau 2.

**Tableau 2** : Domaines Données environnementales pour l’élaboration et la mise

en œuvre des politiques, la recherche et l’action environnementale

Publique (pour les aspects détaillés, voir le tableau Excel en annexe)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Domaines (Thèmes )** | **Besoin au partage** | **Défis à relever** | **Observation** |
| Exposition aux catastrophes naturelles | Réforme se rapportant à l’élaboration d’un décret portant sur le partage des informations sur les catastrophes naturelles | Il y a déjà au niveau du Ministère de l’Intérieur une plate forme interministérielle en gestation en matière des catastrophes naturelles. Il reste seulement à formaliser par un décret du Premier Ministre ladite plate forme pour son fonctionnement ~~Mettre en place un comité interministériel de crise et facilitant l’accès des utilisateurs aux données y afférentes~~ | Donner une formation appropriée par rapport au logiciel à utiliser dans la collecte de données |
| Impacts des catastrophes naturelles | Réforme à travers l'élaboration d'un décret-loi portant sur l'accord de partage d'information sur les catastrophes naturelles | Rendre accessible l’information fiable sur les pertes humaines et économiques dues aux catastrophes | Education environnementale de la population et le respect des textes par les services de l’Etat |
| Capacités d'adaptation | Réforme à travers l'élaboration d'un décret portant sur l'accord de partage d'information sur les catastrophes naturelles | Rendre accessible la création, alimentation et fonctionnement du site web au niveau du MEDD | 1. Large diffusion du rapport annuel de la BCC et aussi la sensibilisation du public 2. Signature et mise en œuvre du décret sur l'accord de partage d'information sur les catastrophes naturelles |
| Soins de santé  **(et mortalité infantile)** | Reforme à travers l'élaboration d'un décret portant sur les accords de partage d'information sur la mortalité des enfants de moins de 5ans | Rendre accessible l'information sur la mortalité des enfants de moins de 5ans | Signature et mise en œuvre du décret sur l'accord de partage d'information sur les catastrophes naturelles |
| Accès à l'eau potable et aux services d'assainissement | Réforme à travers l'élaboration d'un décret portant sur les accords de partage d'information sur la population | Rendre l'information accessible sur la population | Soutenir la publication des résultats des enquêtes et des recensements scientifique de la population |
| Qualité de l'air | Mettre en place une plateforme de collecte de données de la qualité de l'air et des autres gaz | Disponibiliser les informations en rapport avec Concentrations ambiantes des polluants atmosphériques dans les zones urbaines | L'élaboration du rapport national sur le plan national de mise en œuvre de la convention de Stockolm"POP" 2. Diffusion du rapport national sur le site web du MEDD |
| Gestion des déchets | Alimenter le site web MEDD en informations | Disponibiliser les informations en rapport avec la gestion des déchets en version numérique | 1. Renforcer les capacités de la DAS dans la collecte des données sur la gestion des déchets 2. Assurer la diffusion de l'information sur le site web |
| Gestion des terres | Avoir un Plan Directeur d’Aménagement du Territoire (PDAT)national | Disponibiliser les informations en rapport avec la gestion des terres en version numérique | Numérisation du cadastre et la sécurisation des titres pour éradiquer les conflits |
| 4 Domaines pour l'adaptation : 1. Santé, sécurité alimentaire et qualité de l'eau ; 2. Moyens de subsistance des communautés ; 3. Ecosystèmes et services écosystémiques ; 4. Infrastructures et construction  4 Domaines pour l'atténuation : 1. Production et accès à l'énergie ; 2. Transport ; 3. Forêt et affectation des terres ; 4. Bâtiments, villes, industries et équipements. | le besoin lié au partage se penche plus sur l'accès à l'information par internet où la plupart des ministères éprouve des difficultés à accéder à l'information alors qu'il est important pour ces ministères de travailler avec une connexion internet pour réduire leur difficulté d'accès et de partage d'information.  Nécessité de disposer des rapports produits dans ce cadre en dur et en format électronique | Mettre en place un site web du Comité interministériel ; faciliter l'accès aux utilisateurs ; prise en charge de l'abonnement internet ; dotation en matériel informatiques ; Conflits institutionnels  Disposer d’un site internet chargé de partage des informations en rapport avec le domaine d’atténuation et d’adaptation | Acquisition de matériels informatiques, développement du site web, assurer l'hébergement, formation de webmaster, abonnement internet, assurer l'alimentation du site : collecte des données ; Harmonisation des tâches et responsabilités de chaque ministère  Montage du Site et des équipements adéquats |
| Aménagement du milieu forestier | ~~Nécessité de disposer d'une carte nationale d'aménagement du territoire~~  Avoir un Plan Directeur d’Aménagement du Territoire (PDAT)national | Disposer d'une carte nationale d'aménagement du territoire | Les moyens financiers, matériels, techniques manquent pour accompagner les efforts nationaux |
| Aires Protégées | Amener tous les services impliqués à publier plus d'informations relatives aux AP sur le site WEB du MEDD | Faciliter l'accès à l'internet à tous les services impliqués dans la gestion et la collecte d'informations relatives aux AP | Doter les services en matériel et équipement informatique et/ou facilité la prise en charge de l'abonnement internet |
| Réserves halieutiques | 1. réforme de politique : Renforcer les services existants en matériels, 2. Formation des experts 3. Accords de partage des données sur les ressources halieutiques | Mettre en place une base des données sur les ressources halieutiques | Doter les services en charge de la gestion des ressources halieutiques en matériels et équipement informatique et/ou faciliter la prise en charge de l'abonnement internet |
| Secteur de la faune sauvage et de la viande de brousse | 1 Accords de partage des données sur les ressources fauniques et de la viande de brousse | Créer et/ou alimenter une base des données relative aux secteurs de la faune et de la viande de brousse | Réforme institutionnelle  par la signature des accords de partage des données sur les questions de la viande de brousse |
| CITES | Réforme institutionnelle par le renforcement des capacités des institutions | Faciliter l'accès internet et le partage d'informations | Doter les services en charge de la gestion de la CITES en matériels et équipement informatique et/ou faciliter la prise en charge de l'abonnement internet |
| Ressources côtières et marines | reforme de politique à travers la vulgarisation de la loi qui n’a pas commencée | mettre en place d'un site web au comité interministériel pour faciliter aux utilisateurs d'accéder aux données | renforcement des mesures d’application de la loi dans le domaine de la bonne gouvernance de l’océan |
| Eau douce | reforme de politique à travers l'élaboration d'un décret portant sur la valorisation des ressources en eau | Acquisition des équipements informatiques, de laboratoires, mobiliers et roulants | Renforcement de capacités des acteurs et création de centre pour le suivi |
| Réglementation et contentieux |  |  |  |

1. Quelles sont les lacunes actuelles dans les données environnementales disponibles par rapport aux ensembles de données convenus pour être partagés dans le cadre des Communautés économiques régionales, de l'Union africaine et d'autres processus dans la région africaine ?

**Tableau 3** : lacunes actuels dans les données environnementales disponibles par rapport aux ensembles de données

convenus pour être partagés dans le cadre des Communautés économiques régionales, de l'Union africaine et

d'autres processus dans la région africaine

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Secteurs de provenance de données environnementales** | **Lacunes actuels** | **Observations** |
| Agriculture, Elevage et Pêche | D’une manière globale, les lacunes à ce niveau se retrouvent au niveau de :   1. La qualité de données par rapport aux standards internationaux ; 2. Délai en fonction de temps (données vielles par rapport aux temps indiqués dans la livraison) ; 3. La présentation des données en fonction des formats voulus (formats non requis) ; 4. Manque de matériels adéquats pour collecter, analyser et compiler les données ; 5. Manque de moyens financiers pour affiner la qualité et la quantité de données ; 6. Manque de structure ou forme adéquates pour garder les données sans être endommagées (attaques des virus) ; organiser un système adéquat d’archivage des données; 7. Lourdeur administrative dans les procédures de stockage ou archivage de données au niveau national. |  |
| Environnement, Forêt, Eau et Biodiversité |
| Production minière |
| Industries Manufacturières |
| Energie |
| Tourisme |
| Prix et indices des prix |
| Transport et voies de communication |
| Travaux publics |
| NTIC |
| Commerce extérieur |
| Comptabilité nationale |
| Aide Extérieure |

1. Quelles sont les lacunes actuelles dans les données environnementales disponibles par rapport aux besoins émergents des utilisateurs (c.-à-d., Quels sont les nouveaux utilisateurs des données environnementales demandant que cela n'est actuellement pas disponible) ?

**Tableau 4** : les lacunes actuelles dans les données environnementales disponibles par rapport aux besoins émergents des

utilisateurs (c.-à-d., Quels sont les nouveaux utilisateurs des données environnementales demandant que cela

n'est actuellement pas disponible)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Secteurs de provenance de données environnementales** | **Lacunes actuels** | **Observations** |
| Catastrophes naturelles et performance environnementale | Outre l’ensemble des lacunes énumérés au tableau 2 ci-dessus, s’ajoutent aux manques de :   1. Protocoles d’accord entre les parties devant permettre le partage des données ; 2. Répertoire officiel indiquant les utilisateurs des données environnementales au pays ; 3. Etat des lieux des besoins potentiels des utilisateurs de données en RDC à ce jour ; 4. Textes légaux et réglementaires rassemblant et réglementant l’utilisation de données au Pays |  |
| Air |
| Terre |
| Agriculture |
| Forêts et terres boisées |
| Ressources côtières et marines |
| Eau douce |
| Biodiversité |
| Energie |
| Déchets |
| Santé et Environnement |
| Gouvernance |

1. Quelles sont les lacunes actuelles dans les données environnementales disponibles par rapport aux indicateurs ODD (SDG) sur lesquels le pays envisage de faire rapport ?

**Tableau n° 5** : les lacunes actuelles dans les données environnementales disponibles par rapport aux indicateurs ODD (SDG) sur lesquels le pays

envisage de faire rapport

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Secteurs de provenance de données environnementales** | **Lacunes actuels** | **Observations** |
| Catastrophes naturelles et performance environnementale | Outre l’ensemble des lacunes énumérés au tableau 2 ci-dessus, s’ajoutent aux manques de :   1. Politique de réforme de la plupart des textes légaux réglementaires de gestion des ressources naturelles ; 2. Couverture des besoins en renforcement des capacités institutionnelles, en matériels et équipements adaptés aux exigences du contexte local ; 3. Comité Interministériel dans le cadre de collecte, compilation et échange de données ; 4. Cadre légal de coordination de ce Comité Interministériel dans le cadre de collecte, compilation et échange de données ; 5. Prise en charge de la collecte, la compilation et le partage de données par le Budget National ; 6. Adaptation du cadre des interventions sectorielles aux réalités du 21è siècle ; 7. Politiques sectorielles adéquates devant faciliter l’évaluation du niveau des mises en œuvre de différents Accords Multilatéraux sur l’Environnement (AME) au niveau du pays ; 8. Moyens financiers, techniques et matériels devant assurer la prise en charge de l’ensemble du personnel engagé au niveau du Projet. |  |
| Air |
| Terre |
| Agriculture |
| Forêts et terres boisées |
| Ressources côtières et marines |
| Eau douce |
| Biodiversité |
| Energie |
| Déchets |
| Santé et Environnement |
| Gouvernance |

**3. CONTENU**

**3.1) Description de la disponibilité des données environnementales et des   
 flux de données**

Cette section fournit une description des flux de données du pays et des ensembles de données existants en fonction des normes et des classifications internationales.

En résumé, veuillez fournir des informations succinctes sur :

1. Ensembles de données existants

L’ensemble des Ministères formant les services publics de l’Etat, les organismes privés ou de la société civile nationale produisent de données environnementales. La validation de ces données et leur publication, de manière officielle revient à l’Institut National des Statistiques (INS). C’est dans ce cadre que sur le plan international, la RDC a adhéré à plusieurs initiatives en matière de développement statistique. Parmi celles-ci, il y a :

1. Le Partenariat pour le développement de la Statistique au 21 ème siècle (fin1999) ;
2. Le Trust Fund for Statistical Capacity Building (TFSCB) de la Banque Mondiale (2000) ;
3. Le Programme Régional de Renforcement des Capacités Statistiques de la BAD à travers le Programme de Comparaison Internationale pour l’Afrique PCI (2002) ;
4. Le Plan d’action de Marrakech pour la Statistique (MAPS)(2004) ;
5. La Déclaration de Yaoundé sur le développement statistique en Afrique (2004) ;
6. La Déclaration de Paris sur l’efficacité de l’aide (2005) ;
7. Le Fonds Catalytique des Statistiques pour les Résultats (SRF) ;
8. Le Cadre Stratégique Régional de Référence pour le Renforcement des Capacités Statistiques en Afrique (2006) ;
9. Le Forum sur le Développement de la Statistique en Afrique (FASDEV) ;
10. La ratification de la charte Africaine de la Statistique (Février 2010).

Sur le plan national, des textes législatifs et réglementaires existent et sont favorables pour le développement du Système Statistique National, il s’agit de :

1. La constitution de 2006 de la RDC, en ses articles 2,98 et 92, 128, détermine la répartition des compétences en matière statistique entre le pouvoir central et les pouvoirs provinciaux ;
2. Du Décret n°10/05 du 11 février 2010 fixant création et organisation du système statistique National et ;
3. De l’Arrêté Ministériel N°003/CAB/.MIN.PL/2011 du 07 février 2011 portant mise en place des structures AD HOC chargées de l’élaboration du document de la stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS) de la RDC.
4. L'intervalle de temps dans lequel ils existent (quotidiennement, hebdomadaire, mensuel, annuel, tous les cinq ans, etc.)

Etant donné l’inexistence de mécanisme national de coordination dans la production des données regroupant tous les producteurs de données, l’intervalle de temps n’existe que par rapport à un producteur donné et il peut être quotidien, hebdomadaire, mensuel, annuel ou tous les cinq ans selon les besoins et les normes ou procédures fixées.

Par exemple, le cas de l’INS qui produit annuellement les Statistiques Nationales de tous les Services Publics de l’Etat annuellement.

1. Informations sur la disponibilité (politique de données, site Web ou adresse où se trouvent les copies en papier, organisation de contact ou personne / point focal).

**Tableau n° 6 :** Informations sur la disponibilité de données

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Intitulé du producteur | Périodicité de données | Site Web | Adresse du point focal |
| INS (Central)  Kikwit  Bandundu  Equateur  Kasaï Occidental  Kasaï Oriental  Katanga  Kinshasa  Kongo Central  Maniema  Nord Kivu  Province Orientale  Sud Kivu | Annuel | [www.ins-rdc.org](http://www.ins-rdc.org) | [shulungurunika@yahoo.fr](mailto:shulungurunika@yahoo.fr)  [prosjuma@hotmail.com](mailto:prosjuma@hotmail.com)  [timakabu@yahoo.fr](mailto:timakabu@yahoo.fr)  [mavingamaleka@gmail.com](mailto:mavingamaleka@gmail.com)  **Directions Provinciales**  [gregoiremandefu@gmail.com](mailto:gregoiremandefu@gmail.com)  [mbembauunion@gmail.com](mailto:mbembauunion@gmail.com)  [mongucel@yahoo.fr](mailto:mongucel@yahoo.fr)  [ins2kocc@yahoo.fr](mailto:ins2kocc@yahoo.fr)  [leonkaya2003@yahoo.fr](mailto:leonkaya2003@yahoo.fr)  [bopealbert@yahoo.fr](mailto:bopealbert@yahoo.fr)  [makengoast@yahoo.fr](mailto:makengoast@yahoo.fr)  [anacletbondo@yahoo.fr](mailto:anacletbondo@yahoo.fr)  [ins.maniema15@gmail.com](mailto:ins.maniema15@gmail.com)  [crukim@yahoo.fr](mailto:crukim@yahoo.fr)  [amokwe@yahoo.fr](mailto:amokwe@yahoo.fr)  [ins\_dpks@yahoo.fr](mailto:ins_dpks@yahoo.fr) |
| MEDD | Annuel | [www.gouv.medd.cd/v2](http://www.gouv.medd.cd/v2) | [Ntumbabo2007@yahoo.fr](mailto:Ntumbabo2007@yahoo.fr) |
| ITIE RDC | Annuel | [www.itierdc.org](http://www.itierdc.org) | [secretaria@itierdc.org](mailto:secretaria@itierdc.org) |
| OSFAC | - | [www.osfac.net](http://www.osfac.net) | [lmane@osfac.net](mailto:lmane@osfac.net) |
| OFAC | - | [www.observatoire-comifac.net](http://www.observatoire-comifac.net) | [qjungers@observatoire-comifac.net](mailto:qjungers@observatoire-comifac.net) |
| WWF/RDC | - | [www.panda.org](http://www.panda.org) |  |
| WRI | - |  | [rmambeta@wri.org](mailto:rmambeta@wri.org) |

NOTE : L'outil d'auto-évaluation des statistiques de l'environnement (ESSAT)   
 de la Division de statistique de l'ONU pourrait être utilisé à cette fin.

**3.2) Description de la disponibilité de l'indicateur environnemental**

Cette section vise à déterminer si le pays dispose d'une liste approuvée à l'échelle nationale des indicateurs environnementaux.

Existe-t-il des indicateurs environnementaux approuvés à l'échelle nationale dans le pays ? Si c'est le cas :

1. Comment sont-ils structurés (par exemple, ils se concentrent sur des thèmes environnementaux prioritaires) ?
2. Quels sont les thèmes environnementaux qu'ils couvrent ?

Il existe une liste approuvée à l’échelle nationale des indicateurs environnementaux bien structurés et couvrant plusieurs thèmes environnementaux prioritaires comme l’indique le tableau n° **7** ci-dessous :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Description Sommaire**  **Tableau n ° 7 :** Programme National Environnement, Forêts, Eaux et Biodiversité, 2e Génération (PNEFEB -2)  Pays : République Démocratique du Congo (RDC) Durée du Programme : 2014 - 2023 Date de l’Élaboration : 08/11/2013  **Programme National Environnement, Forêts, Eaux et Biodiversité, 2e Génération (PNEFEB -2)**  **Pays : République Démocratique du Congo (RDC) Durée du Programme : 2014 - 2023 Date de l’Elaboration : 08/03/2013** | **Indicateurs Objectivement Vérifiables** | **Sources de Vérification** | **Risques, hypothèses** |
| **Objectif Global du PNEFEB**:  L’État congolais, en collaboration avec les parties prenantes, assure la protection de l’environnement et gère durablement les ressources naturelles afin de pérenniser leurs fonctions écologiques, économiques, sociales et culturelles. | En 2023, le « score » de la performance environnementale de la RDC de 51,6 est amélioré d’au moins 30 %. | - Rapport annuel d’activités de la DEP et du MECN-T  - Rapports d’activités des partenaires au développement  - Rapports appropriés du *Yale Center for Environmental Law and Policy (Yale University)* et du *Center for International Earth Science Information Network (Colombia University)* |  |
| **Objectif Spécifique du PNEFEB**:  Les revenus de l’État Congolais, le bien-être des populations et l’équilibre écologique sont améliorés. | D’ici 2023, les secteurs de l’environnement et des ressources naturelles renouvelables ont triplé leur contribution au PIB qui était environ 1% pour le secteur forestier en 2012. | - Rapport financier annuel du pays sur l’apport du secteur forestier au PIB  - Rapports d’activités des partenaires au développement du MECN-T  - Rapport d’évaluation du DSCRP – 2e version | La coopération internationale se poursuit entre la RDC et ses partenaires sectoriels.  La volonté politique exprimée dans les orientations sectorielles continue à se manifester en faveur de l’environnement et de la gestion durable des ressources naturelles. |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | Le nombre d’emplois dans le secteur de l’environnement et des ressources naturelles renouvelables a augmenté d’au moins 20% en 2023 par rapport à la situation en 2012.  En 2018, le PNEFEB-2 est orienté par 4 politiques sectorielles (environnement, forêts, eaux et biodiversité) ;  A partir de 2014, le taux de décaissement du budget de l’État alloué au MECN-T passe de 10% à 100%.  En 2023, moins de 4.000 espèces fauniques et floristiques en danger sont reprises sur la liste rouge de l’UICN.  D’ici 2023, le taux moyen annuel de déforestation et dégradation des forêts en RDC est en deçà du taux de 2012, de l’ordre de ……%. |  | | Les perturbations financières mondiales n’affectent pas de manière significative le secteur de l’environnement et des ressources naturelles renouvelables. | |
| **Axe d’Intervention Stratégique 1** :  Un environnement sain pour le bien-être des populations est assuré de manière durable. | * 1. A l’horizon 2023, au moins 50% des installations classées du pays respectent les normes chimiques physiques et biologiques.   2. D’ici 2023, une politique et des stratégies nationales d’assainissement sont élaborées et validées avec la participation de toutes les parties prenantes.   3. 80% des organismes publics et privés de catégorie I ont des structures de suivi de la gestion de l’environnement à l’horizon 2023.   4. D’ici 2023, la stratégie nationale de lutte contre les plantes envahissantes est mise en place.   5. Avant la fin de 2015, le document d’harmonisation des critères nationaux de développement durable est disponible.   6. A partir de 2015, l’ensemble des projets de crédit carbone apportent au Trésor Public en moyenne 150 millions de dollars américains par an.   7. D’ici 2015, le dispositif relatif aux mécanismes de rémunération des services environnementaux est disponible. | | | - Répertoire des normes élaborées aux standards internationaux  - Note de perception (DGRAD)  - Registre national des substances chimiques potentiellement toxiques  - Document des normes sur les agents chimiques physiques et biologiques  - Rapport national de l’état de l’environnement | | La Revue Institutionnelle est parachevée et ses recommandations sont exécutées, particulièrement la mise en retraite des agents.  Le Budget de l’État Congolais est effectivement mobilisé pour le financement des actions prévues.  Les principes clés de la gouvernance (transparence, respect des textes réglementaires, participation, etc.) sont opérationnels.  Le PNEFEB est orienté par 4 politiques sectorielles (eau, forêt, environnement et biodiversité) et l’implication des provinces et ETD pour l’exécution du programme est effective. | |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Description Sommaire** | **Indicateurs Objectivement Vérifiables** | **Sources de Vérification** | **Risques, hypothèses et**  **Mesures d’atténuation** |
| **Axe d’Intervention stratégique 2:**  Les ressources forestières sont gérées et valorisées durablement. | 2.1. D’ici 2023, le taux de déforestation passe de 0,2 à 0,1%.  2.2. D’ici 2023, le secteur forestier créé au moins 15% d’emplois nouveaux en RDC par rapport à la situation de 2013.  2.3. D’ici 2023, la contribution du secteur forestier dans le PIB passe de 1 à 3%. | - Plans d’aménagement des concessions forestières  - Rapports de la Banque Centrale du Congo  - Déclarations périodiques du bois d’œuvre abattu par les entreprises forestières | La Revue Institutionnelle est parachevée et ses recommandations sont exécutées, particulièrement la mise en retraite des agents.  Le Budget de l’État congolais est effectivement mobilisé pour le financement des actions prévues.  Les principes clés de la gouvernance (transparence, respect des textes réglementaires, participation, etc.) sont opérationnels.  Le PNEFEB est orienté par 4 politiques sectorielles (eau, forêt, environnement et biodiversité) et sa déclination dans les provinces est effective. |
| **Axe d’Intervention Stratégique 3 :**  Les ressources en eau sont gérées durablement. | 3.1. D’ici 2020, la classification des ressources en eau du pays est réalisée.  3.2. A l’horizon 2018, les normes nationales d’utilisation de ressources en eau de la RDC sont élaborées.  3.3. D’ici 2023, la superficie des plantes envahissantes sur les plans d’eau est réduite de 50%. | - Cartographie des lacs  - Rapport du contrôle physique sur la qualité et la quantité des ressources en eau |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Description Sommaire** | **Indicateurs Objectivement Vérifiables** | | | **Sources de Vérification** | **Risques, hypothèses et**  **Mesures d’atténuation** | |
| **Axe Stratégique d’Intervention 4** :  La diversité biologique est conservée | * 1. D’ici 2023, au moins 7 aires protégées disposent de leurs plans d’affaires négociés.   2. En 2023, au moins 7 plans d’aménagement d’aires protégées sont élaborés.   3. Une stratégie nationale globale de conservation de la diversité biologique est disponible à la fin 2015.   4. D’ici 2023, le secteur de la diversité biologique créé au moins 10% d’emplois nouveaux en RDC par rapport à la situation de 2013. | | | - PV des réunions avec les comités locaux autour des aires protégées  - Documents des Accords de gestion avec les acteurs locaux et transfrontaliers  - Plans d’aménagements des aires protégées  - Accords transfrontaliers pour les aires protégées | La Revue Institutionnelle est parachevée et ses recommandations sont exécutées, particulièrement la mise en retraite des agents.  Le Budget de l’État Congolais est effectivement mobilisé pour le financement des actions prévues.  Les principes clés de la gouvernance (transparence, respect des textes réglementaires, participation, etc.) sont opérationnels.  Le PNEFEB est orienté par 4 politiques sectorielles (eau, forêt, environnement et biodiversité) et sa déclination dans les provinces est effective. | |
| **Axe Stratégique d’Intervention 5** :  Le MECN-T et les autres parties prenantes mandatées pour la gestion des ressources naturelles sont renforcées dans la réalisation de leurs missions respectives. | * 1. D’ici 2018, le cadre organique revisité et consolidé est validé par l’Arrêté du Ministre de la Fonction Publique.   2. A l’horizon 2018, le processus de la Réforme Institutionnelle du SG-ECN est terminé.   3. 100% des structures du SG-ECN et les établissements publics sous tutelle du MECN-T réalisent leurs plans d’actions contenus dans la feuille de route du PNEFEB-2, à partir de 2015. | | | - PV des infractions en matière de contrôle  - Rapport d’activités de la Cellule S-E  - Le journal du MECN-T  - Site WEB des indices sur la performance environnementale  - Rapports de l’audit financier et technique  - Rapport de sensibilisation sur les différentes thématiques |
| **Composante des Axes Stratégiques d’Intervention** | | | **Synthèse des moyens requis pour la mise en œuvre** | **Synthèses des coûts de mise en œuvre du PNEFEB (Franc Congolais)** | | | **Conditions Préalables** | |
| **Axe Stratégique d’Intervention 1 : Protection de l’Environnement**  1.1. Le cadre de vie des populations congolaises est amélioré.  1.2. Le suivi de l’état de l’environnement est assuré.  1.3. La dimension « gestion durable des terres » est intégrée dans les politiques et stratégies sectorielles nationales de développement.  1.4. Les processus d’adaptation et d’atténuation des effets liés aux changements climatiques sont mis en œuvre.  1.5. La contribution des services environnementaux comme mécanisme de financement au PIB est assurée.  1.6. Les procédures de mise en œuvre des politiques, plans, programmes et projets sur l’environnement et la santé humaine sont exécutées.  **Axe d’Intervention Stratégique**  **2 : Gestion des ressources forestières**  2.1. Les forêts concédées sont aménagées conformément à la législation en vigueur.  2.2. La contribution des produits forestiers non-ligneux au PIB est accrue.  2.3. La foresterie communautaire est dotée des outils de gestion durable au profit des communautés locales et/ou des peuples autochtones.  2.4. La constitution et/ou la reconstitution du capital forestier est assurée.  2.5. La production légale de bois d’œuvre est accrue.  **Axe Stratégique d’Intervention 3 : Gestion des ressources en eau**  3.1. Les ressources en eau sont mises en valeur.  3.2. La gestion durable des eaux transfrontalières et maritimes est assurée.  3.3. Les écosystèmes aquatiques sont conservés.  **Axe Stratégique d’Intervention 4 : Conservation de la diversité biologique**  4.1. Le réseau d’aires protégées est développé et géré selon les standards internationaux.  4.2. La participation des acteurs locaux dans la conservation de la diversité biologique est renforcée.  4 .3. La contribution des recettes issues de la valorisation de la diversité biologique est accrue.  4.4. Les mécanismes de gestion des aires protégées transfrontalières sont renforcés.  **Axe Stratégique d’Intervention 5 : Renforcement institutionnel et des capacités**  5.1. Les axes liés au renforcement des capacités humaines et institutionnelles de la Revue Institutionnelle du MECN-T sont exécutés.  5.2. L’arsenal Juridique du MECN-T est consolidé au regard de tous ses secteurs d’attribution.  5.3. Le dispositif des contrôles sectoriels est opérationnel.  5.4. La communication interne et externe du MECN-T est améliorée.  5.5. Les aspects Genre, VIH et SIDA sont rendus visibles.  5.6. La dimension « recherche-développement » est prise en compte dans la gestion durable de l’environnement et des ressources naturelles. | | | * + - Équipements pour diverses interventions sur le terrain     - Fournitures de bureau     - Personnels compétents à tous les niveaux     - Matériels roulants     - Personnes ressources | **Budget total du Programme =**  **542.227.797 USD**  **Répartition par Axe d’Intervention Stratégique**  Axe stratégique 1 = 216.357.383 USD  Axe stratégique 2 = 182.251.681 USD  Axe stratégique 3 = 11.874.447 USD  Axe stratégique 4 = 86.361.784 USD  Axe stratégique 5 = 39.862.527 USD  Pilotage = 585.410 USD  Coordination = 3.163.417 USD  Suivi & Évaluation = 1.771.148 USD | | | Approbation du Document par la hiérarchie indiquée du MECN-T | |

1. Font-ils référence à la méthodologie de leur gestion (collecte, analyse, reporting, etc.) ?

Etant donné le manque de financement du Programme, il n’est pas convenable à ce niveau d’indiquer comment il a été fait référence à la méthodologie de la gestion par aux aspects de collecte, analyse et reporting, etc.

1. Y a-t-il des rapports publiés dans le pays où ces indicateurs ont été utilisés (fournir des exemples) ?

**Tableau n° 8** : Exemples des rapports publiés utilisant les indicateurs

Environnementaux

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Libellé du rapport | Indicateur utilisé | Date de publication | Institution |
| Résultats de l’Enquête 1-2-3 sur l’emploi/2012 | Indicateurs liés à l’emploi dans le secteur informel et la consommation des ménages | Février 2016 | INS |
| Rapport de conciliation ITIE RDC exercice 2012 | Indicateurs liés au secteur minier | Décembre  2014 | ITIE |
| Indice national des prix à la consommation des ménages | Indicateurs liés aux ménages | Septembre 2016 | INS |
| Comptes nationaux | Indicateurs liés à la synthèse de l’activité économique de 2000 à 2009 | Juillet 2013 | INS |
| Annuaire Statistique 2014 |  | Juillet 2015 | INS |

1. Existe-t-il des portails nationaux (et régionaux) où les indicateurs sont publiquement partagés en ligne et ouvertement accessibles (fournir des exemples)?

**Tableau n° 9** : Portails nationaux (et régionaux) où les indicateurs sont

publiquement partagés en ligne et ouvertement accessibles

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Portails nationaux | Adresse | Institution propriétaire |
| Centre d’échange d’information de la RD Congo (convention sur la diversité Biologique) | Centre d’échange d’information de la RD Congo (convention sur la diversité Biologique) | Direction de Développement Durable (Ministère de l’Environnement et Développement Durable) |
| Institut National des Statistiques | [www.ins-rdc.org](http://www.ins-rdc.org) | INS |
| Ministère de l’Environnement et Développement Durable | [www.gouv.medd.cd/v2](http://www.gouv.medd.cd/v2) | MEDD |
|  | [www.itierdc.org](http://www.itierdc.org) | ITIE RDC |
|  | [www.observatoire-comifac.net](http://www.observatoire-comifac.net) | OSFAC |
|  | [www.osfac.net](http://www.osfac.net) | OFAC |
|  | [www.panda.org](http://www.panda.org) | WWF/RDC |
| World Resources Institute | - | WRI/RDC |
| Programme d’action national d’adaptation aux CC | www.pana.cd | DDD/Div Changements climatiques |

**3.3) Description de la qualité des données et de la solidité des méthodologies**

Cette section vise à établir la qualité et la solidité des méthodologies utilisées dans la gestion des données environnementales.

1. Quelles méthodes d'assurance de la qualité sont appliquées aux données nationales et comment les indicateurs de qualité sont-ils surveillés ?
2. Quel est le niveau actuel de connaissances et de capacité à appliquer des méthodologies internationalement convenues ?
3. Quelles sont les mesures actuelles que le pays met en place pour améliorer la qualité de l'information et des statistiques existantes ?

**Tableau n° 10** : Qualité des données et solidité des méthodologies

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nature des données** | **Critères de qualité** | **Méthodologies utilisées** |
| La qualité et la solidité des méthodologies utilisées visent globalement la gestion de l’ensemble des données environnementales | L’amélioration de la qualité des données résulte en :   1. Production statistique de routine, utilisant des méthodologies appropriées ; 2. Un recensement général de la population, de l’habitat et des enquêtes organisés dans les normes et dans les délais ; 3. Une extension du champ statistique et de la couverture géographique des données produites pour permettre une globalisation des données ainsi qu’une couverture nationale et une désagrégation des indicateurs calculés au moins niveau de la grandeur du territoire national ; 4. Une utilisation des normes nationales et internationales de qualité (DQAF/SGDD). | Les méthodologies utilisées s’appuient sur principes directeurs qui sont :   1. **La transparence** : un rapport d’activités devrait être élaboré chaque année par le Comité Technique Permanent ; 2. **La participation**: toutes les parties prenantes du Projet SEIS doivent être impliquées dans la mise en œuvre des activités relevant de leurs compétences ; 3. **La flexibilité**: le programme des activités peut subir des changements. De ce fait, il faut gérer ces changements en tenant compte de nouveaux besoins tout en respectant les mécanismes de programmation en vigueur ; 4. **La subsidiarité**: les activités du Projet SEIS seront exécutés au niveau de chaque secteur et l’organe et l’organe central assurera la coordination (Point Focal National du Projet SEIS) ; 5. **La codécision**: toutes les décisions sur le contenu des programmes statistiques doivent être prises conjointement entre toutes les parties prenantes du Projet SEIS. |

**4. INFRASTRUCTURE ET COOPÉRATION INTER-INSTITUTIONNELLE**

**4.1) Coopération interinstitutionnelle**

Cette section décrit la gouvernance nationale pour l'information et les statistiques environnementales, ainsi que les liens entre les différents organismes. Des informations succinctes sur la structure nationale de la gestion de l'environnement et des secteurs connexes dans le pays (y compris les organigrammes et les liens vers des sites Web officiels) devraient également être fournies.

1. Quelles agences du pays sont chargées de produire les informations et statistiques environnementales ?
2. Les mandats des agences produisant des informations environnementales et des statistiques bien définies ?
3. Qui coordonne la production d'informations et de statistiques sur l'environnement ?
4. Y a-t-il ce que l'on considère comme "statistiques officielles de l'environnement" ou "statistiques gouvernementales de l'environnement" ?
5. Dans l'affirmative, quelles sont ces statistiques et qui les produit ?
6. Existe-t-il un mécanisme de coordination entre les producteurs de données et les statistiques / indicateurs dans le pays ?
7. Existe-t-il un mécanisme de collaboration entre les producteurs de données / statistiques / indicateurs et les principaux utilisateurs dans le pays?

**Tableau n° 11** : Coopération interinstitutionnelle

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Agences du pays chargées de produire les informations et statistiques environnementales** | **Les mandats des agences produisant des informations environnementales et des statistiques** | **La coordination de la production d'informations et de statistiques sur l'environnement** | **Statistiques officielles de l'environnement" ou "statistiques gouvernementales de l'environnement"** | **Mécanisme de collaboration entre les producteurs de données / statistiques / indicateurs et les principaux utilisateurs dans le pays** |
| . Les Ministères et les services statistiques sectoriels (les entreprise étatiques et paraétatiques, les ONG nationale et internationales, la société civile, etc.) sont chargés de produire les données statistiques | Les Ministères et les services statistiques sectoriels sont chargés de produire les données statistiques à titre subsidiaire doivent les communiquer à l’Institut National des Statistiques, organe central des statistiques, dans le cadre de renforcement de la coordination, de l’amélioration de la qualité et de la comparabilité des données statistiques | L’Institut National des Statistiques (INS) est l’organe national chargé de la coordination de l’activité statistique. De ce fait, il est l’organe exécutif central du système statistique national. | Ces statistiques officielles de l'environnement" ou "statistiques gouvernementales de l'environnement" peuvent être rendu publique par le Journal Officiel mais produites par le Ministère en charge de l’Environnement ou par un autre organe attitré ou enfin par l’Institut National des Statistiques qui est l’organe exécutif central du système statistique national. | Il faut souligner avec force le manque criant du mécanisme de collaboration entre les producteurs de données / statistiques / indicateurs et les principaux utilisateurs dans le pays. A ceci, il faut joindre la faiblesse de l’application des textes réglementaires qui régissent les services des statistiques nationales offrant la possibilité de les revoir, soit les actualiser et les vulgariser. Par ailleurs, l’amélioration de la production et la publication des statistiques passe par une meilleure coordination des activités au sein du Service du Projet SEIS. Il faut aussi souligner qu’il s’avère important de redéfinir le mécanisme de coordination entre l’INS et les différentes statistiques des Statistiques sectorielles nationales (SSN). |

***4.2) Infrastructure***

Cette section décrit l'état actuel des systèmes de surveillance et d'information environnementaux, y compris les structures et les capacités organisationnelles de base (par exemple, les mécanismes, les ressources, les connaissances) nécessaires à la production d'informations et de statistiques sur l'environnement. Des informations sur le cadre juridique (ou le manque de), la structure et le contenu des systèmes de suivi et d'information en place dans le pays et la description des tâches des responsables de la gestion des systèmes sont couvertes ici.

1. Veuillez fournir un résumé des équipements, des réseaux et des infrastructures de /\*surveillance existants dans le pays afin de supporter les obligations de déclaration indiquées dans la partie A (1) ci-dessus.
2. Quels systèmes d'information (matériel / logiciel / connexion réseau) existent dans le pays pour prendre en charge ces obligations de déclaration ?
3. Qui ou quelles institutions dans le pays sont les gardiens nationaux des données nécessaires pour respecter les obligations de déclaration nationales, régionales et internationales ? Veuillez indiquer par sujet, hôte de données et centre.
4. Quelles sont les principales sources de données dans le pays, les sites Web sur lesquels ces données sont disponibles ou accessibles, et / ou les personnes de contact ? Pour plus de clarté, veuillez indiquer

* Nom de l'ensemble de données
* Couverture géographique (par exemple : régional / national)
* Étendue temporelle (par exemple, date de création, date de la dernière révision)
* Taille du jeu de données (quelle quantité de données y a-t-il - une valeur approximative est satisfaisante)

**Tableau n° 12** : Systèmes de surveillance et d'information environnementaux, y compris les structures et les capacités organisationnelles de base

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Institutions nationales gardiennes des données nécessaires pour respecter les obligations de déclaration nationales, régionales et internationales (Sujet, hôte de données et centre)** | **Systèmes d'information (matériel / logiciel / connexion réseau) existant dans le pays pour prendre en charge les obligations de déclaration** | **Equipements, des réseaux et des infrastructures de surveillance existants dans le pays afin de supporter les obligations de déclaration** | **Les principales sources de données dans le pays** | | | | |
| **Nom de l'ensemble de données** | **Couverture géographique (par exemple : régional / national)** | **Étendue temporelle (par exemple, date de création, date de la dernière révision)** | **Taille du jeu de données (quelle quantité de données y a-t-il - une valeur approximative est satisfaisante)** |
| Direction Archives et Nouvelles Technologies de l’Information et de Communication (DANTIC, ex CNIE) | L’inexistence des ressources financières (non décaissées le plus souvent par les Ministères des Budget et Finances associée à l’absence presque totale des matériels, logiciels, connexion réseau constituent l’une des causes majeures à la production nulle ou presqu’irrégulière | A l’issue des résultats du diagnostic participatif fait au sein des entités productrices de données environnementales aux niveaux central et provincial, la plupart de ces entités ne disposent pas des locaux adéquats et que d’autres n’ont pas d’équipements nécessaires. | La production des statistiques est orientée vers une catégorie type de données envisagées (pour lesquelles elles porteront le nom). Cependant, la production statistique est orientée vers une meilleure satisfaction des besoins des utilisateurs et du suivi évaluation des |  |  |  |
| Institut National des Statistiques (INS) | et/ou de la quasi inexistence de certaines statistiques étant donné que les grandes opérations statistiques, et de productions statistiques de routine risquent d’e  Etre financées de l’extérieur. | L’absence de locaux appropriés et des équipements adéquats ne garantit pas une bonne production statistique régulière et de qualité. C’est pourquoi, nous proposons de procéder avant la mise en place du projet SIEP à faire un Etat des lieux de l’existant et des besoins en infrastructures et équipements pour les entités concernées par le Projet SIEP. | plans de développement économique et social. |  |  |  |

1. Veuillez fournir un résumé des développements et des projets prévus dans le domaine de la gestion des données environnementales et de l'information dans le pays. Dans la mesure du possible, énumérer les opportunités associées à ces développements / projets et les contraintes / défis auxquels ils sont confrontés.

**Tableau n° 13** : Résumé des développements et des projets prévus dans le domaine de la gestion des données environnementales et de l'information dans le pays

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Libellés des projets** | **Opportunités** | **Contraintes** | **Défis** | **Obser.** |
| 1 | Le Centre National d’échange d’Information de la Biodiversité en RD Congo | La position du pays sur le plan forestier (deuxième massif forestier mondial) et la présence de plusieurs Partenaires Techniques et Financiers | 1. Les insuffisances des textes légaux et réglementaires devant régir le partage de données environnementales 2. Le manque de politique sectorielle dans le partage et la communication de données environnementales | 1. Le décaissement du budget consacré à la communication environnementale ; 2. Le moindre ou manque de d’investissement dans le partage de données environnementales ; 3. Le manque de conscience nationale dans le cas du partage de données environnementales |  |
| 2 | www.environews-rdc.org |  |
| 5 | Institut National des Statistiques |  |